Déclaration de la CGT Éduc'action au CTM 11 février 2015

Les mobilisations syndicales en Espagne, en Belgique et en Italie, comme le résultat des élections en Grèce, sont porteuses d'espoir pour de nombreux citoyens européens, elles créent une fissure dans une Europe ultralibérale où les politiques d'austérité sont la règle.
Dans le même temps, en France, la loi Macron « pour la croissance et l'activité » a été présentée comme étant un outil essentiel pour casser « les rigidités » qui bloqueraient l'économie française.
Cette loi est un complément du pacte de responsabilité dont nous avions dénoncé les conséquences pour les salariés qui voient, une nouvelle fois, leurs conditions de travail attaquées.
La stagnation, voire la baisse des salaires, les coupes massives dans les dépenses publiques induites par cette politique pèseront sur la demande globale et sur l'activité économique du pays.
Ce projet de loi, guidé par une logique de déréglementation généralisée, permettra le maintien des profits des entreprises aux dépens des salaires et de la protection sociale d'une majorité de la population.
La CGT s'oppose à cette loi et travaillera à créer les conditions de l'unité syndicale la plus large pour mener ce combat. La CGT contribuera à construire les mobilisations susceptibles de redonner espoir aux salariés en proposant des alternatives aux politiques d'austérité et en agissant pour une autre répartition des richesses créées par le travail.

Dans le contexte politique actuel, la CGT s'inquiète de la montée de tous les totalitarismes et dénonce avec fermeté ceux qui entretiennent la haine et la division entre nos concitoyens, en stigmatisant des communautés, des cultures ou des religions.
Le dimanche 11 janvier, la CGT a été partie prenante de la réaction légitime d'une grande partie de la population face à l'horreur qui a frappé la rédaction de Charlie Hebdo, dont certains des journalistes collaboraient régulièrement avec notre presse.
En réponse à ces événements et aux suites dramatiques qui leur ont succédé, le président de la République et la ministre de l'Éducation ont fait, tour à tour, des annonces sur les « valeurs républicaines », mais aussi sur l'autorité.

Nous souhaitons avoir des précisions sur les moyens administratifs, techniques et humains, et sur les outils pédagogiques qui seront mis à la disposition des personnels pour lutter contre les discriminations et le racisme.
Lors des hommages rendus aux victimes des attentats, des incidents se sont produits dans quelques centaines d'établissements sur les 64 000 que compte notre pays. Cela renvoie, au fait que notre école ne tient pas ses promesses à l'égard des jeunes des milieux populaires, en particulier ceux issus de l'immigration.
De toute évidence, dans certains lieux, la fracture scolaire s'accroît jusqu'à ruiner la crédibilité de tout discours sur l'égalité républicaine.
Nous serons aussi très attentifs pour que le climat « d'union nationale » ne soit pas instrumentalisé par le pouvoir pour justifier des dérives répressives qui sont à l'opposé des valeurs qui sont les nôtres.
Le nombre d'élèves dénoncés à la justice, accusés « d'apologie du terrorisme » pour des propos tenus en classe doit nous interroger.
Ces réactions disproportionnées n'ont pas leur place dans notre école, sans pour autant exonérer de leur responsabilité celles et ceux qui basculent dans le radicalisme.
Le recul des services publics dans certaines parties de nos territoires et la ghettoïsation de nos quartiers sont des sujets qui doivent être pris en compte pour changer la situation.
Être éducateur, c'est d'abord comprendre l'enfant, ce qu'il exprime et pourquoi il l'exprime.
L'école seule ne changera pas la société, mais elle doit contribuer au mieux vivre ensemble.

D'autre part dans le cadre de ce CTM nous souhaitons avoir des informations sur les évolutions des services de l'Etat et leurs éventuelles mises en adéquation avec la nouvelle carte des régions.
Nous vous demandons aussi de nous donner les informations en votre possession sur la création des BPS.